



Le chef des armées françaises réclame une hausse du budget de défense

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 02 janvier 2017

[wsws.org](#) 31 décembre 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

La semaine dernière, le chef d'état-major des armées (CEMA), le général Pierre de Villiers, a plaidé pour une augmentation du budget de la Défense à 2 pour cent du PIB au lieu de 1,77 pour cent prévue pour l'année 2017. Ceci obligerait l'Etat à chercher plus de 8 milliards d'euros chaque année pour l'armée.

Dans une tribune publiée par le journal économique *Les Echos*, de Villiers estime que les efforts pour faire monter le budget de la Défense par le gouvernement Hollande sur la période de 2013 à 2019 sont insuffisants : « Désormais, pour les armées, cet effort doit se traduire par une hausse progressive du budget de la Défense pour rejoindre la cible de 2 pour cent du PIB, avant la fin du prochain quinquennat ».

De Villiers précise qu'il s'agit là d'un « engagement international de la France et de ses partenaires de l'Otan », qui « ne pourra être ni allégé ni reporté ».

Pour justifier la hausse du budget de la Défense de 0,33 pour cent du PIB, il prétend qu'après les attentats à Paris de janvier et de novembre 2015, la France se trouve dans une guerre permanente. Selon lui, « avec la rupture des années 2015 et 2016, nous avons changé d'époque. C'est « la fin de l'insouciance ». La paix, désormais, ne va plus de soi ; il faut la conquérir ; s'extraire du piège dont les deux mâchoires sont le déni et la désespérance. ».

Ce plaidoyer pour un réarmement massif de l'impérialisme français est fondé sur des mensonges politiques. Les attentats qui ont touché la France depuis 2015 ont été commis par les mêmes réseaux islamistes qu'instrumentalisent les puissances de l'OTAN dans leurs guerres impérialistes menées par procuration en Syrie et auparavant en Libye. Ces guerres, tout comme le coup d'état en Ukraine mené par des forces d'extrême droite soutenues par Washington et Berlin contre un régime pro russe, ont largement augmenté le danger d'une guerre entre l'OTAN et la Russie.

Ces islamistes étaient tous surveillés par les services de renseignement et ont pu profiter de leur complicité passive pour commettre des attentats en France et aussi en Europe. La classe dirigeante a exploité ces attentats, en instaurant un état d'urgence non pas pour empêcher le terrorisme, mais pour attaquer les droits démocratiques et réprimer les jeunes et les travailleurs, notamment en France lors des manifestations contre la loi travail. Cette « lutte contre le terrorisme » a servi à légitimer des attaques contre les musulmans et les migrants et à renforcer l'extrême droite.

En réclamant une augmentation du budget de la Défense plus rapide que celle prévue par la loi de programmation militaire pour la période de 2013 à 2019, Villiers prépare une escalade majeure des guerres menées par les puissances impérialistes. Celles-ci impliqueraient à l'avenir des conflits entre des états puissants et bien armés.

Selon le chef d'état-major, « Le retour des Etats puissances ne laisse plus place au doute. Aux portes de l'Europe, en Asie, au Proche et Moyen-Orient, de plus en plus d'Etats mettent en œuvre des stratégies qui reposent sur le rapport de force, voire le fait accompli ; tous réarment. ».

Les déclarations de Pierre de Villiers sont un avertissement pour la classe ouvrière du stade très avancé des préparatifs de guerre. Dans un contexte de profonde crise économique et sociale, le futur gouvernement compte défendre ses intérêts par les armes, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la France. L'armée et la bourgeoisie françaises se préparent à de vastes guerres, voire de guerres mondiales, dont Paris espère tirer le meilleur profit possible.

La crise de 2008 a accru les rivalités entre les puissances impérialistes et a poussé les Etats-Unis vers une politique toujours plus agressive à l'encontre de la Chine et de la Russie pour la défense de ses intérêts stratégiques. La victoire de Trump, qui s'oriente vers une politique très agressive à l'encontre de la Chine et menace d'utiliser les armes nucléaires en Europe contre quiconque s'opposerait aux Etats-Unis souligne le degrés très élevé de risque d'un conflit nucléaire.

L'arrivée au pouvoir de Trump n'a pas seulement accélérer un conflit militaire contre la Chine et la Russie mais a exacerbé les conflits entre les puissances impérialistes européennes, qui ont déjà entraîné le monde dans une guerre mondiale deux fois au siècle dernier. Les puissances européennes cherchent aussi à se réarmer, surtout l'Allemagne, puissance hégémonique en Europe, qui a déclaré en 2014 la fin de la politique de retenue militaire observée en Allemagne depuis la chute des nazis.

Dans ce contexte, l'armée française veut augmenter les dépenses militaires bien plus que l'a fait le gouvernement, pourtant déjà très militariste, de François Hollande.

Hollande a répondu à de Villiers en soulignant que son gouvernement avait déjà accordé des faveurs immenses à l'armée : « Le budget de la Défense a déjà été augmenté tout au long du quinquennat. La loi de programmation militaire a été révisée à la hausse. Aucune loi de programmation militaire sous la Ve République n'avait été révisée à la hausse. Nous avons aujourd'hui les ressources nécessaires par rapport à nos objectifs, mais il y aura encore dans les prochaines années à faire des efforts supplémentaires. ».

L'intervention de Pierre de Villiers est motivée par la campagne des élections présidentielles qui débutera d'ici quelques semaines. L'armée française veut garantir qu'elle aura les moyens de mener des guerres de grande envergure, ainsi que de réprimer l'opposition intérieure à la politique menée par le futur gouvernement.

Comme le souligne Frédéric Coste, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique : « Le tempo [de l'annonce de Pierre de Villiers] est extrêmement bien choisi. La période de réserve va s'ouvrir bientôt, elle va obliger le chef d'état-major des armées à être beaucoup plus discret. Et il s'agit de prendre date pour lui avec les différents candidats à la présidentielle. On peut penser qu'au vu du débat qui s'engage, de la prégnance des

menaces internationales, les différents candidats vont être obligés de tenir compte de ce double impératif, exercer les prérogatives régaliennes à l'intérieur et à l'extérieur du pays et maintenir une maîtrise des finances publiques ».

Il faut souligner que l'Etat tentera de financer ces dépenses militaires accrues par des coupes sociales sur le dos de la classe ouvrière. Comme le rapporte Les Echos, pour l'année 2018 il faudra trouver « encore 2,2 milliards de plus, car l'arrêt des déflations d'effectifs, décidé par François Hollande après les attentats du 13 novembre, entraîne mécaniquement un surcroît de dépenses. ».

Anthony Torres

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com), wsws.org, 2017

Articles Par : [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca